

MOBILITE ET STABILITE D'UNE SOCIETE RURALE DU VERACRUZ.

LES DEUX TERMES D'UNE TENSION

Odile HOFFMANN

ORSTOM-CREDAL

Résumé : La mobilité serait un élément fondamental des sociétés paysannes, voire la condition de leur stabilité, quand la petite mobilité donnerait souplesse et cohésion aux systèmes socio-territoriaux. C'est ce thème que propose d'examiner l'étude de la dynamique du peuplement menée à l'intérieur d'une circonscription municipale, ancien territoire indien de la Sierra Madre Orientale.

Mots-clés : Dynamique du peuplement, mobilité à courte distance, gradient altitudinal, division municipale, Centre-Veracruz.

Abstract : *Peasant mobility is a basic characteristic of rural societies, a condition of their stability. Short range mobility gives flexibility to socio-territorial systems. Different types of mobility are presented, which illustrate the relationships between the local political actors, as well as their relations to space and territory.*

Key-words : *Settlement dynamics, short range mobility, vertical zones, municipal division, Central Veracruz.*

La mobilité géographique est souvent associée à la modernité, et la stabilité, par opposition, au traditionnel. Seraient modernes des sociétés dont les membres s'adaptent, ou acceptent de s'adapter aux conditions du marché (du travail essentiellement), et plus généralement aux contraintes d'accès aux ressources, par divers mécanismes dont la mobilité est la plus évidente. Qu'il s'agisse de migrations lointaines et plus ou moins définitives, ou de mobilités restreintes dans l'espace mais toujours plus intenses dans le temps, les mouvements sont en général décidés et effectués par une personne, éventuellement accompagnée de sa famille. Individualisation des décisions et capacité de mobilisation sont présentées comme les réponses les plus adaptées aux conditions

modernes de vie, caractérisées par de toujours plus grandes fluctuations de l'offre en travail et des possibilités d'accès à de meilleurs revenus. Il faut donc "bouger", sortir de son univers, chercher au-delà des frontières du quotidien, élargir son champ d'actions et de connaissances. Pour les sociétés rurales, cette mobilité se traduit souvent par un rapprochement de la ville et de ses emplois, et par un nouveau type de sociabilité qui intègre les modes "ruraux" et "urbains" qu'ont les habitants de se positionner face au voisin, au patron, au compagnon de travail, *etc* (Pépin Lehalleur, 1993). Modernité, mobilité, ville, individu, ces catégories sont liées et tendent à s'opposer à un mode plus traditionnel de vie, associé au monde rural et aux sociétés locales ancrées dans des territoires définis et limités, et peu enclines à la mobilité. Les phénomènes de mobilité, dans ce dernier cas, apparaissent alors tout au plus comme des réponses individuelles à un dysfonctionnement, économique le plus souvent, de ces collectivités rurales qui n'offrent plus les conditions de reproduction ou de développement à ses membres. A terme, une trop grande mobilité viendrait à menacer leur survie, en brisant les relations de solidarité interne et en modifiant les logiques sociales marquées jusqu'alors par le poids de "la communauté" en éternelle association-contradiction face à l'individu.

Je voudrais dans cet article prendre un peu le contre-pied de ces orientations, et voir, dans le cas d'une société rurale anciennement installée sur un territoire précisément délimité, la mobilité géographique comme un facteur de permanence, un élément à la fois stabilisateur et dynamisant, en fin de compte un facteur de cohérence propre au système social étudié. C'est un processus ancien, aux formes toujours renouvelées et qui diffèrent selon les niveaux d'analyse pris en compte : l'individu, la famille, le village, le municipale et son territoire. Dans le temps et dans l'espace, à l'intérieur même d'une circonscription relativement limitée, la mobilité est révélatrice de dynamiques sociales, économiques et parfois politiques qui ne vont pas à l'encontre de la notion de territoire et d'espace géré par la société rurale locale, mais au contraire la consolident par une multiplicité de pratiques spatiales adaptées aux conditions du moment.

L'étude traite d'une société paysanne établie sur les contreforts de la Sierra Madre Orientale, près de Xalapa, capitale de l'Etat de Veracruz. Aujourd'hui municipale, Xico est un territoire de tradition ancienne, de culture préhispanique, désormais intégré aux réseaux modernes d'encadrement et de production-commercialisation, notamment à cause des plantations de café du "bas-pays" qui dominent l'économie régionale. C'est un espace peuplé, avec des densités rurales de l'ordre de 100 habitants/km², et une population répartie à moitié entre le bourg (Xico, 13 000 habitants en 1990) et une vingtaine de hameaux dispersés sur le territoire municipal (176km²). Enfin, c'est un espace diversifié, organisé le long d'un gradient altitudinal marqué : de 700 à 4 000

mètres d'altitude en 20 km. Aux versants à pentes fortes s'oppose la "zone basse", entre 1 000 et 1 400 mètres, zone de production caféière aux pentes faibles (Figure 1). Cette distinction entre "zone haute" et "zone basse" est la principale caractéristique de l'organisation de l'espace régional, et régit en partie les flux saisonniers de population et de produits (Biarnes et Hoffmann, 1992) : les paysans des hauts descendent récolter le café entre octobre et mars, ou vendre fleurs, fromages et bois de chauffe dans le bourg, situé précisément à la jonction des deux étages, à 1400 mètres d'altitude. Par ailleurs la zone basse est parsemée de gros villages, peuplés de paysans, éleveurs, commerçants et artisans métis, alors que la population de la zone haute est plus dispersée, paysanne et d'origine indienne plus marquée .

Etre de la sierra

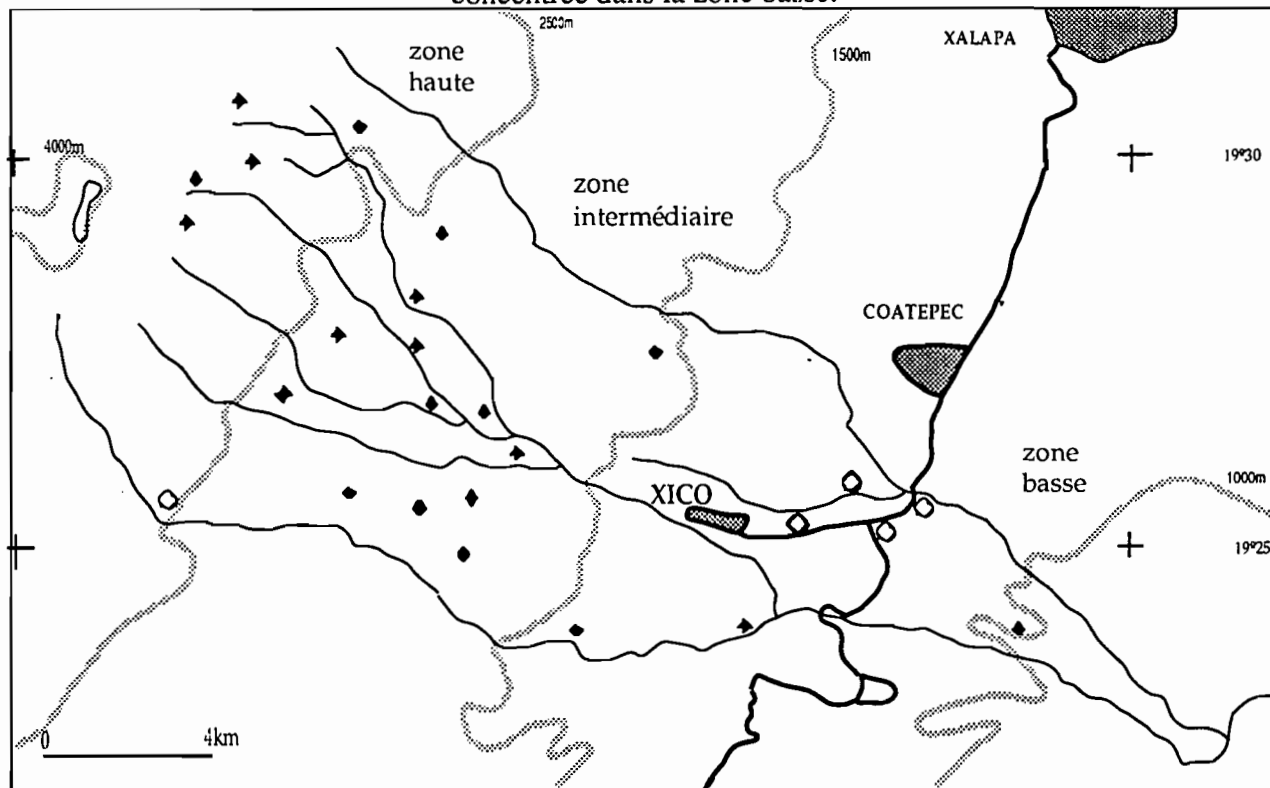
"Le Cofre de Perote s'impose avec ses 4 200 mètres d'altitude. Il domine toute la région de Xalapa. Sur ses flancs, s'offre à la vue une grande diversité de paysages. Les "hauts" sont le domaine des forêts de pins, sur de fortes pentes entrecoupées de profonds ravins 'au fond desquels coulent des ruisseaux infranchissables en saison des pluies. Un peu plus bas, sont implantées les parcelles de culture de pommes de terre et de maïs, autour des hameaux de montagne installés sur les interfluves, bien en vue. En descendant encore, à partir de 1 800 mètres, s'étend la zone d'élevage bovin, jusqu'à rencontrer les *fincas* de café et, plus bas, les grandes parcelles de canne à sucre. C'est au milieu des caféiers que se trouve le bourg de Xico : Xicochimalco de Santa Magdalena, nom qui est aussi celui du municipio qui s'étend sur tout le versant du Cofre.

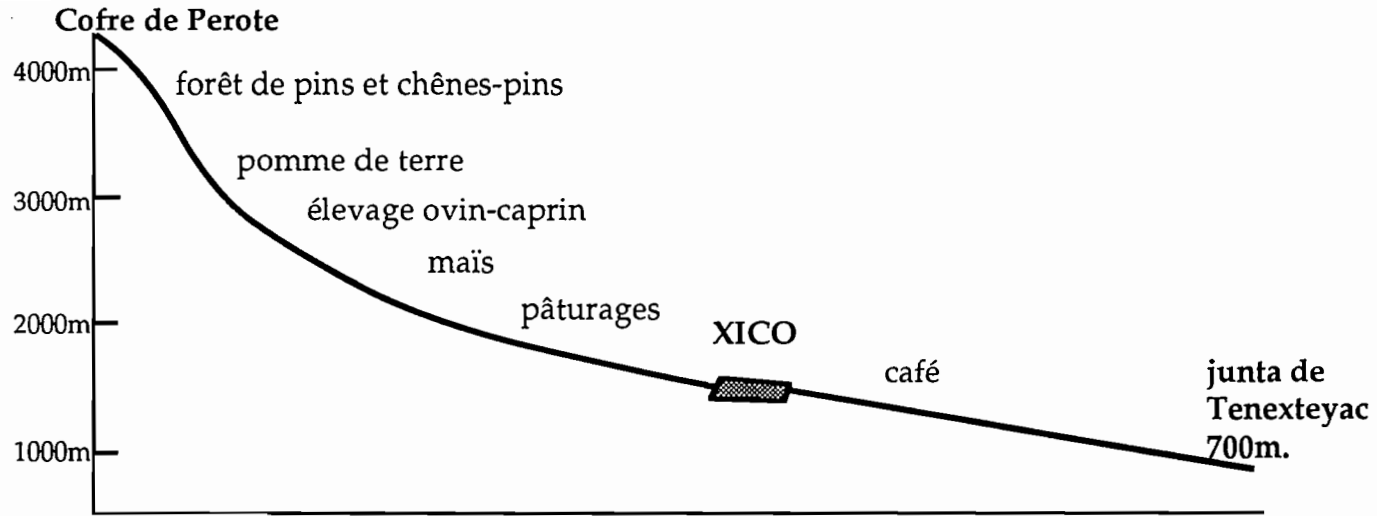
Percevoir, écrire ou parler de Xico, c'est toujours penser à cette dimension multiple, à ces contrastes permanents entre la montagne et la partie basse, les communautés des hauts et le bourg, les sentiers et les routes goudronnées, le froid et la chaleur, la forêt et les champs. On pourrait multiplier les oppositions terme à terme sans jamais parvenir à comprendre Xico. Parce que ce municipio, si divers dans ses modes de vie et d'usage des terres, les assume et les transcende. On peut être citadin ou habiter les hauts, riche éleveur ou paysan sans terre, commerçant ou péon, cultiver le café ou le haricot, on appartient toujours à ce territoire riche de culture et d'histoire, cerné de ravins.

Ses limites, probablement valables avant même la conquête espagnole, se renforcèrent au moment de la colonisation et de la définition des divisions administratives. L'espace devint alors objet de gouvernement pour les Conquistadors. La population fut regroupée en des sites facilement contrôlables; l'habitat dispersé en montagne fut détruit.

C'est ainsi que la partie basse commença, dès le début du XVII^{ème} siècle, à jouer un rôle dominant et dominateur sur le reste du territoire municipal, intermé-

Le municpe de Xico en 1980 : un fort gradient altitudinal une population dispersée dans les hauts, concentrée dans la zone basse.





diaire entre les Indiens et le pouvoir de l'Eglise et de l'Etat. Ce fut aussi, et jusqu'à maintenant, le lieu de résidence de l'élite économique et politique locale.

Le village de Xicochimalco a conquis sa prééminence sur les autres localités. Nommé *villa*, puis *ciudad*, il est le chef-lieu municipal et le siège de la principale paroisse. Aujourd'hui, il abrite la moitié de la population recensée dans la circonscription, ainsi que tous les services publics et administratifs et les commerces.

Toutefois, le bourg de Xico ne peut vivre sans l'autre moitié de la population, la partie oubliée du municipe, les deux douzaines de hameaux dispersés à nouveau sur les flancs montagneux. Ils furent réinstallés sur leur site d'origine, au cours des deux derniers siècles, ou bien encore créés ex-nihilo en de nouveaux lieux : groupements d'habitations des fermiers et métayers des *haciendas* et, plus récemment, habitat implanté à la faveur des dotations de terre, lors de la réforme agraire.

Les conditions de vie sont difficiles et les voies de communication, rares et mauvaises, inutilisables, voire dangereuses par temps d'orage. A quelques exceptions près, les chemins carrossables ne dépassent guère le bourg de Xico, dernier maillon du réseau moderne de desserte, qui méconnaît les petites communautés rurales, tant sur le plan matériel que politique.

Pourtant, ces paysans des hauts apportent à la zone basse et à la ville produits et force de travail. Leurs champs, souvent de petite taille et sur des sols de mauvaise qualité, ne permettent pas une reproduction minimale de la vie matérielle et sociale. Sortir, travailler comme salarié agricole sont des alternatives qui s'imposent donc à tous, surtout en hiver, quand la récolte du café appelle beaucoup de main-d'œuvre.

Et cependant, les hauts continuent à vivre et à se développer. Les hommes reviennent chaque soir ou fin de semaine; les femmes descendent vendre au bourg et remontent au hameau; les jeunes apprennent à cultiver le maïs et à travailler le bois. Les gens s'organisent pour obtenir l'accès à l'eau potable, l'électrification, un meilleur chemin, un magasin, de meilleures conditions de vie. Des chapelles sont construites; les confréries et les associations diverses sont nombreuses; les fêtes familiales et collectives, également".

[Extrait de Odile Hoffmann, 1989, *Una sierra y su gente.*]

Dans les hauts, précarité de l'habitat et mobilité

Dans ce paysage de montagne, deux éléments viennent révéler une certaine conception et pratique quotidienne de l'espace : la maison et les chemins. La maison, lieu par excellence de l'enracinement, des héritages et des traditions, est elle-même assez précaire, faite de planches souvent disjointes qui protègent mal du froid et de l'humidité de l'hiver.

Parfois insérée dans un hameau, le plus souvent un peu isolée, elle est susceptible d'un "déménagement" rapide en cas de nécessité : un terrain nouvellement acquis, une mésentente avec les voisins, et la maison peut être démontée et remontée en quelques jours un peu plus loin, les seuls frais consistant en la préparation du tertre de soutènement et l'aménagement des arrivées d'eau (tubes et robinets). Un tel déménagement n'est pas fréquent, mais il est toujours possible. A un niveau élémentaire, celui de la famille nucléaire, la mobilité existe, réelle ou potentielle. On verra plus loin qu'il en va de même avec des hameaux entiers.

Les chemins, quant à eux, sont l'expression même de la mobilité. Larges ou étroits, en terre ou recouverts de pavés ou de rondins pour éviter l'érosion et faciliter le passage des mules, ils conditionnent la vie des villages et hameaux de la sierra, et représentent dans de nombreux cas un enjeu disputé entre les villageois et les autres utilisateurs ou promoteurs des chemins (Hoffmann, 1989). Tous les jours, les hommes descendent pour travailler ou s'approvisionner au bourg, et, le dimanche, le marché et la messe attirent les femmes et les enfants en âge de marcher. Le territoire est comme irrigué par une circulation intense et différenciée de ses habitants, avec des circuits et des rythmes spécifiques à chacun (hommes, femmes et enfants, journaliers agricoles en quête de travail ou commerçants ambulants), qui seule assure l'interconnaissance et la cohésion de cet espace rural montagnard. Plus récemment, le développement des services de l'Etat et des institutions (école secondaire, centre de santé, Etat Civil) accentue cette mobilité de la sierra vers le bourg, et vers le bas, mouvement déjà largement engagé par les migrations saisonnières de travail.

Dans cet univers de montagne, la mobilité est gage de survie, et ne s'accompagne pas forcément de départs et de migrations définitives vers la zone basse, en tous cas jusqu'au recensement de 1980. En effet dans le municipe de Xico et les municipes montagnards voisins, la proportion entre les habitants "des villes" (plus de 2 000 habitants, en général le chef-lieu situé dans la partie basse) et ceux des villages et hameaux, reste stable et tourne autour de 40% depuis les années 1940 (Hoffmann, 1986). Il n'y a pas eu redistribution globale de la population entre les bourgs et les campagnes, mais il n'y a pas eu non plus stabilité, bien au contraire.

La frange montagneuse apparaît même comme particulièrement dynamique en termes de population, et se distingue de la zone basse par l'hétérogénéité des comportements observés. Entre 1950 et 1970 (recensements jugés les plus fiables en l'absence de données pour 1980), la population de la zone basse augmente au même rythme que la moyenne régionale et de façon relativement homogène d'un village à l'autre. En zone haute, en revanche, certains villages végètent ou même diminuent en chiffres absolus, d'autres suivent l'accroissement moyen

régional, d'autres encore croissent beaucoup plus rapidement. Ces rythmes de croissance différents ne peuvent être directement liés ni à la taille, ni à la disponibilité en terre (*ejido* ou non), ni même aux situations propres de chaque village (accessibilité et éloignement du bourg). En fait, cette zone haute présente tous les cas de figure. On trouve là un trait qui pourrait se généraliser à une autre échelle, celle de la frange montagneuse de la Sierra Madre Orientale du Veracruz, où des municipes voisins, partageant une même situation écologique et géographique, connaissent des dynamiques démographiques contrastées (Cambrézy, 1990). La montagne est le siège de phénomènes contradictoires, de mouvements internes importants qui renvoient l'image d'un espace "non stabilisé", qu'il est dès lors difficile d'analyser globalement en termes d'attraction ou d'expulsion de population. C'est alors que l'analyse détaillée, au niveau des localités, s'avère fructueuse.

Dans la sierra, certains hameaux disparaissent, d'autres se dépeuplent, d'autres encore se construisent... Il s'agit là encore de mobilité, mais collective cette fois, qui exprime de nouvelles façons d'exploiter et occuper l'espace, et aboutit à une configuration changeante du territoire.

Entre 1920 et 1980, 51 localités du municipe de Xico sont mentionnées dans les recensements de population, dont un peu moins d'une trentaine de façon continue depuis 1940. Les autres sont mentionnées à une époque puis "disparaissent", d'autres "apparaissent" récemment... Au-delà des imprécisions ou erreurs de recensement, ces variations reflètent tout de même de véritables changements, comme on a pu le vérifier à partir du travail d'archives et de l'histoire orale. Le tableau suivant ne mentionne que les "vraies" disparitions ou apparitions de loca-

Année de recensement	Population totale	NOMBRE DE LOCALITES		
		"apparitions"	"disparitions"	total
1921	6535	-	-	9
1930	7904	-	1	22
1940	9922	4	-	32
1950	11326	-	-	36
1960	11762*	-	-	36
1970	14538	2	6	29
1980	18169	2	-	38

lités, les différences restantes avec les totaux ne relevant que des modalités de recensement.

Il y a donc eu, en l'espace de 60 ans, 8 créations de villages et 7 disparitions, ce qui est assez considérable rapporté au nombre total (38) de localités actuelles.

La moitié des villages créés l'a été dans les années 1940, lors des dotations de terres *ejidales* et la construction simultanée de nouveaux centres de population. Ceux-ci sont localisés dans la partie basse et caféière du municpe, alors que les *ejidos* de la zone haute se sont développés autour de localités déjà existantes. Dans les deux cas, mais plus particulièrement en zone basse, cette création d'*ejidos* et de localités s'accompagne d'un afflux de population provenant du bourg, mais aussi de régions rurales voisines (Puebla, Tlaxcala).

Plus récemment, une seconde "vague" de création de hameaux, dans les années 1970-80, correspond à l'ouverture de nouvelles parcelles de culture sur des terres *ejidales* jusqu'alors laissées en friche. Ce sont alors les fils des *ejidatarios* ou d'autres paysans *avecindados* qui occupent, parfois illégalement et violemment, parfois en accord avec les bénéficiaires officiels moyennant location ou fermage, ces terrains inexploités et recouverts de forêts. Ils construisent alors des maisons provisoires autour des parcelles de culture, puis s'ancrent progressivement et installent une école, construisent et entretiennent le chemin, jusqu'à pouvoir revendiquer officiellement leur statut de résidents et d'exploitants agricoles, qui leur ouvre la porte d'une future régularisation foncière. La mobilité est ici directement liée à la disponibilité et la possibilité d'accès à la terre. Elle résulte d'un basculement des rapports de force entre les *ejidatarios* initiaux, usufruitiers officiels de terres qu'ils n'exploitent pas, et les paysans sans terre et sans statut qui les revendiquent. Ces processus ont eu lieu, dans ces années, autant en zone haute qu'en zone basse. La création de villages et la mobilité des nouveaux habitants expriment alors une véritable "course à la terre", par ailleurs répandue dans toute la région (Cambrézy, 1990).

Au contraire, les disparitions de villages n'affectent que la partie montagneuse du municpe, essentiellement dans les années 1960. Elles sont dues, pour la plupart, au départ des habitants suite aux pressions exercées par les propriétaires des terrains environnants. En effet, les paysans des hauts ne possèdent souvent que leur lopin autour de la maison, et sont entourés par de vastes propriétés d'élevage. Or, à partir des années 1950, commence une période de récupération et de consolidation des grands propriétaires éleveurs de cette zone, qui n'avaient pas trop investi dans leurs exploitations dans les années précédentes, d'abord à cause des troubles révolutionnaires (années 1910-25) puis par crainte d'affectations agraires (années 1930-40). Avec la fin de la période la plus active de la réforme agraire, ces éleveurs, désormais libérés du risque de dotations sur leurs propriétés, modernisent leurs exploitations, introduisent ou ré-introduisent du bétail, rouvrent des

terres abandonnées et en achètent d'autres, et expulsent de leurs terres les habitants qu'ils avaient jusque-là tolérés. Si ce reflux de population n'est pas très important en nombre, la population de ces hameaux étant déjà réduite, il est toutefois significatif d'un nouveau partage (ou d'un non-partage) de l'espace rural au bénéfice exclusif des propriétaires terriens. Des hameaux disparaissent, et avec eux une certaine manière de concevoir et d'utiliser l'environnement immédiat, et d'ancrer les pratiques sociales dans un espace quotidien. L'exemple d'un de ces petits hameaux, qui a disparu pendant la Révolution puis s'est repeuplé, illustre la précarité de ces formes de peuplement, et la nécessité d'une mobilité constante pour s'adapter aux conditions toujours changeantes des activités.

Quand la mobilité est condition de la pérennité, l'exemple de Cocoxatla

Le hameau de Cocoxatla, toujours dans le municipe de Xico, a été fondé au siècle dernier, à l'occasion de l'installation d'un éleveur sur ses terres récemment acquises. La localité a prospéré, puis a décliné pendant la Révolution au point de disparaître des recensements jusqu'en 1940. L'insécurité et la violence empêchaient alors toute activité productive. Avec le retour au calme et la récupération progressive des éleveurs déjà mentionnés, dans les années 1950-60, elle se développe à nouveau et comptait, en 1984, une cinquantaine d'habitants, tous plus ou moins apparentés, répartis en huit unités d'habitation. On a pu reconstruire l'arbre généalogique de la famille étendue et l'histoire de la résidence à Cocoxatla, avec les départs et les arrivées depuis deux générations.

Tous les habitants de Cocoxatla possèdent des terres dans les environs immédiats, en propriété ou en usufruit. On ne vient ou on ne reste à Cocoxatla que si l'on a accès à la terre. Dans le cas contraire, et faute de terres suffisantes pour de nouvelles répartitions internes, les habitants s'en vont, dans le bourg voisin de Xico ou carrément à la ville (Coatepec, Xalapa). Sont ainsi "naturellement expulsés" du hameau les enfants, fils ou filles, des propriétaires qui ne peuvent ou ne veulent plus diviser et répartir leurs terres entre leurs descendants, mais aussi les fermiers ou métayers en fin de contrat. Seul le mariage avec un conjoint qui, lui, a accès à la terre, permet de rester sur place. A ce titre, il est intéressant de noter qu'il n'existe pas de règle systématique de "virilocalité" après mariage : celui des époux, homme ou femme, qui détient le droit à la terre reste "chez lui" (chez ses

abandon d'une structure (le hameau et ses relations sociales) qui n'a pas les moyens d'accueillir plus d'habitants sans changer fondamentalement. Cocoxatla s'est construite comme une communauté d'agriculteurs-éleveurs propriétaires, et le reste encore aujourd'hui. Elle avait été "rayée de la carte" aux moments les plus chauds de la réforme agraire, qui la menaçait dans ses fondements, et a pu redémarrer plus tard sans modifier réellement sa logique, dès lors que la propriété était garantie et les risques d'affectation agraire éloignés. Mobilité collective il y a eu, quand il y avait danger et remise en cause du modèle de vie adopté à Cocoxatla, et mobilité individuelle à très courte distance, entre époux, pour assurer la reproduction du système; désormais la survie implique des mobilités individuelles dans le sens d'une expulsion.

Les pulsations du peuplement à Xico : une histoire

Les quelques exemples donnés jusqu'à maintenant montrent bien la diversité des formes adoptées dans les différents cas de mobilité, et les moteurs immédiats qui les suscitent, sans pour autant en démonter les logiques plus profondes. Une analyse portant sur un temps plus long permet de dépasser les explications de conjoncture, et de distinguer des "types de mobilité" en fonction des acteurs principaux impliqués dans le processus. Il s'agit en fait d'un continuum qui va de la mobilité imposée de l'extérieur à la mobilité "spontanée" ou endogène. Dans le premier cas la mobilité fait intervenir des forces qui dépassent largement les collectivités locales concernées, comme le sont les autorités politiques ou administratives, et, de façon générale, l'Etat.

A Xico, ce genre de mobilité apparaît dès les premiers temps de la Colonie. En effet, les données archéologiques mentionnent plusieurs sites anciens (X^{ème}-XVI^{ème}) autour de Xico. Au moment de la conquête espagnole, l'actuel municipe semble fonctionner déjà comme un territoire délimité par des frontières naturelles (ruisseaux et montagnes qui marquent aujourd'hui encore les "frontières municipales"), structuré autour d'un centre, Xicochimalco, situé dans la montagne (actuel Xico Viejo), et trois *aldeas* situées en aval, où se cultivaient maïs, haricots, courges, etc. Dans les premières décennies de l'administration espagnole les autorités coloniales conservent cette organisation spatiale et y superposent leurs propres modalités de contrôle administratif et tributaire. Cependant, en 1601, la Couronne décrète la "congrégation", c'est-à-dire le regroupement forcé de toute la population dans le seul bourg de Xico, dans la partie basse, et la destruction des villages et hameaux de la montagne. Il s'agit de faciliter le contrôle des populations, et dans le même temps de libérer des terres alors disponibles pour les

haciendas naissantes¹. Les archives mentionnent les résistances des communautés concernées (refus de partir, de s'installer dans la nouvelle localité et de cultiver les parcelles mises à leur disposition), et les mesures coercitives adoptées par les nouvelles autorités (incendie des maisons et des cultures dans les communautés en place). Après ce dépeuplement brutal et autoritaire, il est difficile de se faire une idée de la dynamique de peuplement pendant pratiquement deux siècles. D'un côté, une très forte baisse de population est clairement attestée (passant de "plusieurs milliers de guerriers" en 1519, à quelques centaines de tributaires recensés de 1580 à 1713, cf. Hoffmann 1992). D'un autre, les documents disponibles, aux XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles, mentionnent une cinquantaine de lieux-dits, sans toutefois préciser s'ils sont habités ou non. Il faut attendre le XIX^{ème} pour avoir des données plus précises. On voit alors apparaître, surtout dans la montagne, nombre de hameaux et villages dont la plupart ont aujourd'hui disparu. Il semble qu'après le regroupement autoritaire du début du XVII^{ème}, les gens "remontent" en ordre dispersé, en une multitude de petites localités, souvent des maisons isolées, dont font mention les divers recensements. Vers la fin du XIX^{ème} et le début du XX^{ème}, les maisons se regroupent : le nombre de localités diminue mais leur population augmente. De 14% de la population hors-bourg en 1871, on passe à 34% en 1920, pour se stabiliser entre 40 et 50% de 1940 à 1980. La montagne se repeuple, suivant un schéma de répartition de la population qui conjugue les intérêts des paysans-indiens à la recherche de lopins de culture, à ceux de quelques agriculteurs-éleveurs d'origine espagnole installés depuis peu sur ces terres.

En effet, si tout le territoire était originellement constitué de terres communales, confirmées par la Couronne en 1710, l'espace avait déjà commencé à être approprié individuellement, puis à se vendre et à s'échanger dès le XVII^{ème}, surtout dans la zone basse, plus accessible et plus attrayante pour les nouveaux venus. Dans la zone haute, les terres étaient encore disponibles, ce qui a permis le redéploiement tardif de la population paysanne. A la fin du XIX^{ème} siècle cependant, l'application des lois de désamortissement des terres communales (1826 pour le Veracruz, 1856 au niveau national, mais réellement à partir des années 1860-80) conduit à l'adjudication individuelle de vastes terrains (de l'ordre de 1 000 hectares chacun) dans la montagne. Ces mesures d'ampleur nationale avaient pour objectif d'en finir avec les formes de propriété communale, ainsi qu'avec les biens de l'Eglise, pour promouvoir la propriété privée et individuelle jugée seule capable de favoriser le développement de l'agriculture, en même temps que l'incorporation des populations indiennes au modèle économique et

¹ En fait leurs antécédents : *encomiendas* puis *mercedes* octroyées par la Couronne aux Espagnols (et en de rares occasions, dont Xico, aux Indiens) en contrepartie de leur participation à l'œuvre de conquête et colonisation. Les haciendas ne s'affirment vraiment comme unités sociales et économiques que dans la seconde moitié du XVII^{ème} siècle.

régionale : 1,7% entre 1940 et 1950, 2,4% la décennie suivante, 3,3% entre 1960 et 1970, 4,4% entre 1970 et 1980 (Hoffmann, 1986).

Cette soudaine augmentation de la population dans les années 1930 correspond exactement à la période agitée des dotations provisoires de terres, qui, à Xico, se termine en 1940. L'histoire orale rend compte de ce formidable bouillonnement, de cette réponse immédiate des paysans sans terre prêts à changer de résidence, en échange de quelques arpents à cultiver. Le résultat des affectations agraires et de la mobilité fut d'une part la forte croissance de plusieurs localités de la zone haute, avec une concentration de la population dans les villages dotés de terre, devenus ainsi *ejidos*, et d'autre part la création de nouveaux noyaux de population, également *ejidos*, dans la partie basse (voir plus haut).

Beaucoup plus récemment, depuis à peine quelques années (1990), on assiste à un nouveau type de mobilité, individuelle cette fois, mais dont l'ampleur pourrait à terme provoquer un réaménagement significatif de la population. Il s'agit dans ce cas de la réponse à une situation de crise économique, et de l'adaptation à une conjoncture locale et régionale qui a vu diminuer à proximité les possibilités d'emplois et de ressources. Concrètement, les producteurs de la partie basse de Xico, caféiculteurs dans leur grande majorité, sont confrontés à une crise multiforme liée autant à certains processus d'ordre international (la baisse des cours du café) que national. En juillet 1989, la suspension des clauses économiques de l'Organisation Internationale du Café aboutit à la suppression des prix de garantie et des quotas de commercialisation par pays. S'ensuit une baisse vertigineuse des prix sur le marché international (près de 60%), qui, contrairement aux prévisions des experts, n'est pas compensée par une récupération postérieure, jusqu'à aujourd'hui (octobre 1993). Dans le même temps, poursuivant sa politique de libéralisation maximale, l'Etat mexicain procède à la "désincorporation" (en fait la suppression) des entreprises parapubliques, dont l'INMECAFE (*Instituto Mexicano del Café*) jusqu'alors chargé de la commercialisation, du crédit et de l'assistance technique aux petits producteurs (voir les articles présentés dans le numéro spécial Mexique de GEODOC-MOCA, 1993). Si la situation est critique pour les paysans, *ejidatarios* ou non, de la zone caféière, elle ne l'est pas moins pour les milliers de travailleurs agricoles journaliers de la zone haute, dont les revenus familiaux annuels dépendaient jusqu'alors, en grande partie, des salaires perçus pour la récolte du café.

L'année 1989-90 fut celle du choc, 1990-91 celle de l'espérance d'un redressement des cours (les caféiculteurs ont toujours connu des fluctuations importantes des prix et "savent attendre"), 1991-92 de la résistance et de la mise en place d'alternative à court terme, et 1992-93 celle de la désespérance et des premiers départs. Certaines localités strictement caféières, en général les plus petites, ont vu leur population adulte diminuer de près de 50%, alors que d'autres connaissent des

"reconversions". A Ursulo-Galván, par exemple, village caféier de Xico, les petits producteurs (autour de 3 hectares en moyenne) délaissent leurs parcelles pour chercher du travail dans la ville voisine, Xalapa, (30% de la population adulte), ou partent plus ou moins définitivement (20%). Paradoxalement, la population du village se stabilise avec l'arrivée de nouveaux habitants (10%), qui travaillent à Xalapa mais viennent ou reviennent vivre "au village" pour profiter des conditions de vie beaucoup moins onéreuses qu'à la ville (loyers et eau, disponibilité de bois de chauffe et aliments de collecte..) et des possibilités offertes par une plus grande solidarité familiale. L'intense mobilité qui résulte de ces ajustements fait de la localité un carrefour entre paysans et citadins, entre pratiques rurales et urbaines, ce qui pourrait à long terme dessiner une nouvelle organisation régionale, et en tous cas modifier en profondeur les relations ville-campagne (Hoffmann, Portilla et Almeida, 1993).

Les quelques exemples analysés, dans des contextes historiques variés, soulignent tous l'extraordinaire capacité de mobilisation de ces populations paysannes que l'on a trop souvent tendance à percevoir dans leur seule stabilité. Stabilité et mobilité sont deux termes liés, deux forces d'une même tension qui vise à la reproduction et éventuellement au développement de la société locale. Si aujourd'hui la mobilité est essentiellement réponse, au départ individuelle, à un contexte économique déstabilisateur, elle fut par le passé, et à plusieurs occasions, adaptation ou soumission à des politiques définies "de l'extérieur", par l'Etat central. On peut ainsi différencier des types de mobilité, régis par des logiques et mettant en jeu des acteurs distincts, et qui reflètent des conceptions également différenciées de l'espace local : espace de contrôle politique pour l'Etat au XVII^{ème} siècle, espace de production pour les *rancheros* ou les entrepreneurs agricoles à la fin du XIX^{ème}, espace de reproduction et de vie quotidienne pour les paysans d'hier et d'aujourd'hui. Le monde rural, traditionnel aux yeux de ses contemporains de tous les temps, est un monde mouvant, un espace de rencontres sujet à des transformations parfois beaucoup plus fréquentes et profondes que ce que l'on a jusqu'à présent soupçonné, et surtout qui concernent l'ensemble du monde paysan. Car, si l'on a souvent décrit, au Mexique comme en Europe d'ailleurs (Weber, 1983), l'extrême mobilité de certaines catégories de ruraux (depuis les colporteurs des Alpes jusqu'aux commerçants-muletiers, les *arrieros*, qui traversaient toute l'Amérique Centrale, ou tout simplement assuraient le transport des marchandises et des informations de la capitale de la Nouvelle Espagne jusqu'aux coins les plus reculés de la sierra et vice-versa), la mobilité individuelle et collective des paysans a été le plus souvent ignorée ou largement sous-estimée. Or c'est elle qui donne vie à ces espaces ruraux, et qui, paradoxalement, assure la création et la recréation de territoires ruraux différenciés les uns des autres, dès lors qu'ils résultent d'actions concertées de la part des habitants eux-mêmes. "Ceux d'ici" réagissent différemment de leurs voisins immédiats ou plus lointains, et forgent

Les fêtes sont fréquentes à Xico, dans l'un ou l'autre de la quinzaine de quartiers que compte le bourg, souvent autour de leur chapelle. A l'aube, les danses traditionnelles sont suivies de la distribution du *champurrado*, cette boisson cérémonielle à base de maïs et de cacao, qui réchauffe aux heures matinales. L'après-midi est consacrée aux courses de chevaux et aux jeux d'enfants et, plus tard, le bal du samedi attire les jeunes gens bien habillés.

Comme chaque soir, les hommes de tout âge restent devant leur porte ou à leur coin de rue habituel, pour parler. D'autres vont au bar, à la *cantina*, dépenser une bonne partie de l'argent de la semaine. Et, quand "on est des hauts", il est plus prudent de s'être enquis des commissions auparavant : quelques piments, le sucre, le sel, le café, les piles pour la radio, le pétrole pour la lampe, parfois des bougies, une houe, une machette ou une lime, des clous ou de nouvelles sandales.

Le bourg commence à se dépeupler le dimanche après-midi. Le cousin de Xalapa repart en bus et les montagnards reprennent le chemin de leurs hameaux. Sur la place, devant l'église, les jeunes gens de Xico sont les derniers à rentrer chez eux. Demain, le municipe reprendra le rythme de la semaine".

[Extrait de Odile Hoffmann, 1989, *Una sierra y su gente*.]

Bibliographie

- BIARNES, A., HOFFMANN, O, 1990, La gestion du différentiel agro-écologique dans la Sierra Madre orientale (Mexique), *Cah. Sci. Hum.* 26 (3), pp. 293-311.
- CAMBREZY, L., 1990, Mobilité rurale et colonisation agricole dans le centre du Veracruz (Mexique). De la conquête à l'errance. *Cah.Sci.Hum.* 26 (4), pp. 679-704.
- GEODOC, série MOCA N°3, 1993, *Les caféicultures mexicaines. La force de la tradition, les risques de la décomposition*, sous presse, Toulouse.
- HOFFMANN, O, 1986, Movimientos demograficos y economia cafetalera en la region central del estado de Veracruz : Xalapa-Coatepec. *Cuadernos del IIESES*, Xalapa, Ver. n°13, pp. 57-84.
- HOFFMANN, O, 1989, Margenes de accion campesina y obras publicas : el caso de los caminos en pueblos de la sierra veracruzana, *Nueva Antropologia*, N° X (35), pp. 53-64.
- HOFFMANN, O., HOFFMANN, M. et PORTILLA, B., 1989, *Una sierra y su gente*, Instituto veracruzano de cultura, Xalapa.
- HOFFMANN, O., 1992, Tierras y territorio en Xico, Veracruz. Gobierno del Estado de Veracruz, *Col. Quinto Centenario*, n°16, 287p.
- HOFFMANN, O., PORTILLA, B., ALMEIDA, E, 1993, Crisis cafetalera y recomposición de la población (centro Veracruz, México)". *Simposio Internacional "Modernización tecnológica, cambio social y crisis cafeteras"*, Costa Rica, 13-16 juillet.
- PEPIN-LEHALLEUR, M, 1993, Urbanización, una nueva forma campesina de estar en la sociedad, *XIII^{ème} Congreso Internacional de Ciencias Antropológicas y Etnológicas*, CICAIE, 29 juillet-5 août, Mexico
- POITRINEAU, A, 1988, Institutions et pratiques successorales, *Etudes Rurales* n°110-111-112, Paris, pp. 31-43.
- WEBER, E, 1983, *La fin des terroirs*, Fayard, 840 p.

Hoffmann Odile. (1994)

Mobilité et stabilité d'une société rurale du Veracruz : les deux termes d'une tension

In : Marchal Jean-Yves (ed.). Spécial Mexique. Géographie et Cultures, (10), 35-52. ISBN 2-7384-2713-8